



Systemes informatiques et électroniques de péage

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2013

GEA

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2012/2013

Au cours du premier semestre, GEA a réalisé une production de 37,34 M€, en légère croissance par rapport à l'an dernier (+ 2,7 %).

Le taux de marge brute progresse pour sa part d'un point par rapport à l'an dernier.

Grâce à une bonne maîtrise de ses coûts, l'entreprise, qui réalise la conception et la fabrication de l'ensemble de ses équipements de péage en France, a pu améliorer son taux de marge après frais de personnel et charges externes.

Le résultat financier, constitué pour l'essentiel de la rémunération de la trésorerie de l'entreprise, ressort à 0,38 M€ contre 0,13 M€ un an auparavant.

Le résultat net s'établit pour sa part à 5,37 M€ et vient renforcer l'indépendance financière de la société caractérisée par 50,7 M€ de fonds propres (contre 43,6 M€ au 31/03/2012), une trésorerie nette de 53,8 M€ (40,5 M€ au 31/03/2012) et une absence totale d'endettement.

GEA est ainsi à même d'accentuer son avance commerciale et technologique en ayant les moyens, en fonction des opportunités qui se présenteront, de réaliser ses investissements stratégiques.

Faits marquants :

A l'exportation GEA a débuté la réalisation de ses deux nouveaux projets au Mexique (autoroutes Mexico-Toluca et Mexico-Acapulco) et terminé l'installation des équipements de l'autoroute Rabat-Casablanca au Maroc.

La première partie de l'exercice 2012/2013 a également été marquée par de nombreux succès commerciaux, notamment en Croatie et en Russie.

Dans le cadre de ses investissements commerciaux pour trouver les nécessaires futurs relais d'activité de l'entreprise, un premier contrat significatif a été signé au Bangladesh au cours du premier semestre.

En France, GEA a poursuivi la fourniture et le renouvellement d'équipements de péage pour la quasi-totalité des sociétés d'autoroutes.

La société a continué à déployer avec succès au cours de la période le système de Télépéage Sans Arrêt (TSA) 30 Km/h sur les réseaux des sociétés AREA (Groupe EIFFAGE), ASF, COFIROUTE, ESCOTA (Groupe VINCI) et SANEF (Groupe ABERTIS).

Par ailleurs GEA a livré à THALES au cours du semestre les balises de télépéage destinées au projet national ECOTAXE poids lourds.

L'entreprise a également réalisé l'installation des équipements de péage de la section autoroutière Salles-Saint Geours de Maremne (autoroute A63) pour la société ATLANDES et le Groupe EGIS PROJECTS.

Après le niveau record enregistré l'an dernier, le carnet de commandes fermes, exporté à hauteur de 40 %, s'élevait au 31 mars 2013 à 57 M€.

Depuis lors, la société a signé de nouveaux contrats, notamment en Côte d'Ivoire avec le Groupe BOUYGUES pour l'équipement du nouveau pont Riviera-Marcory à Abidjan.

Principaux risques et incertitudes :

- Arrivée de nouveaux concurrents : à notre connaissance aucun nouveau concurrent n'est intervenu dans les domaines d'activité de GEA au cours du semestre écoulé
- Baisse des prix : GEA évolue sur un marché concurrentiel ce qui peut entraîner une pression sur les prix.

Par ailleurs la société peut être appelée à faire des efforts commerciaux stratégiques ponctuels, notamment pour pénétrer de nouveaux marchés à l'export.

- Des décalages de livraisons sont possibles dans l'activité de GEA en raison notamment des cadences de mise en service des infrastructures autoroutières et des programmes de déploiement des équipements de péage dont la société n'a pas la maîtrise.

- Contrefaçon : s'il reste marginal compte tenu des évolutions technologiques permanentes et du niveau de services associé à la vente de ce type de produits, ce risque existe néanmoins.

- Risque client : ce risque est relativement faible compte tenu de la qualité des donneurs d'ordre, en particulier en France (sociétés publiques ou privées concessionnaires d'ouvrages d'art)

- Risque de change : la couverture des risques de change est réalisée, lorsque cela est possible, sous forme de contrats à terme.

La société utilise également ponctuellement les dispositifs de couverture de la COFACE.

- Risques juridiques : de par ses activités tant en France qu'à l'étranger, la société peut faire l'objet de divers litiges.

GEA a souscrit diverses polices d'assurance pour couvrir ses principaux risques (RC, multirisques et pertes d'exploitation, marchandises transportées, flotte automobile et aérienne).

Parties liées :

Aucune transaction entre parties liées n'a influé sur la situation financière ou les résultats de la société.

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2013)

BILAN (Chiffres exprimés en milliers d'euros)

ACTIF	31/03/2013	30/09/2012
	(6 mois)	(12 mois)
ACTIF IMMOBILISE		
- Immobilisations incorporelles	38	24
- Immobilisations corporelles	1 264	1 340
- Immobilisations financières	146	121
TOTAL	1 447	1 486
ACTIF CIRCULANT		
- Stocks et en cours	9 705	16 551
- Clients et comptes rattachés	16 980	25 621
- Créances diverses	838	886
- Valeurs mobilières de placement	7 183	1 951
- Disponibilités	46 707	37 389
TOTAL	81 413	82 398
- Comptes de régularisation	391	189
TOTAL ACTIF	83 251	84 073

PASSIF	31/03/2013	30/09/2012
	(6 mois)	(12 mois)
CAPITAUX PROPRES		
- Capital	2 400	2 400
- Primes	3 167	3 167
- Réserves	39 789	32 675
- Report à nouveau	3	2
- Résultat de l'exercice	5 379	9 981
TOTAL	50 738	48 225
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 549	2 516
DETTES		
- Emprunts et dettes financières	9	4
- Fournisseurs et comptes rattachés	10 290	11 366
- Dettes fiscales et sociales	5 451	6 783
- Autres dettes d'exploitation et diverses	416	450
TOTAL	16 167	18 604
- Comptes de régularisation	13 797	14 728
TOTAL PASSIF	83 251	84 073

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2013)

COMPTE DE RESULTAT
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

31/03/2013

30/09/2012

	31/03/2013	31/03/2012	30/09/2012
	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Chiffre d'affaires net	42 200	33 595	69 691
+ Production stockée	-4 854	2 736	2 990
+ Autres produits d'exploitation	213	165	199
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	37 560	36 496	72 881
- Achats	14 794	16 931	33 701
- Variation de stocks	2 090	-140	-1 530
- Autres achats externes	3 431	3 262	7 273
TOTAL DES CONSOMMATIONS EXTERNES	20 315	20 053	39 444
- Impôts et taxes	613	520	1 143
- Charges de personnel	7 610	7 429	14 605
- Dotations aux amortissements et provisions	597	229	966
- Autres charges d'exploitation	97	96	168
CHARGES D'EXPLOITATION	8 917	8 274	16 881
RESULTAT D'EXPLOITATION	8 328	8 169	16 556
+ Produits financiers	412	212	584
- Charges financières	30	82	159
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	8 710	8 299	16 981
+ Produits et charges exceptionnels nets	33	-13	-27
- Participation des salariés	712	576	1 547
- Impôt sur les bénéfices	2 651	2 344	5 425
RESULTAT NET	5 379	5 366	9 981

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2013)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (Chiffres exprimés en milliers d'euros)

En milliers d'Euros	31/03/13	30/09/12
<i>OPERATIONS D'EXPLOITATION</i>		
Résultat net	5 379	9 981
Annulation des amortissements et provisions	243	842
Plus ou moins value sur cession d'immobilisations	-5	-4
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	5 617	10 819
Variation des créances	8 487	-11 369
Variation des stocks	6 846	-4 435
Variation des dettes	-3 373	8 015
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	11 960	-7 789
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'EXPLOITATION	17 577	3 030
<i>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</i>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-146	-525
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5	4
Investissement net d'exploitation	-141	-521
Investissements financiers nets	-25	45
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-166	-476
<i>OPERATIONS DE FINANCEMENT</i>		
Augmentation des capitaux propres en numéraire	0	0
Dividendes payés	-2 866	-2 628
Emission d'emprunts et dettes financières	0	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières	0	0
Variation des comptes courants groupe et associés	0	0
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT	-2 866	-2 628
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE TOTALE	14 545	-74
Trésorerie à l'ouverture	39 337	39 412
Trésorerie à la clôture	53 882	39 337

GEA (Comptes semestriels condensés au 31 mars 2013)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 30/09/12	2 400	2 927	240	32 675	2	9 981	48 225
Affectation du résultat				7 114	- 2	- 7 112	-
Distribution de dividendes					3	- 2 869	- 2 866
Situation au 31/03/13	2 400	2 927	240	39 789	3	5 379	50 738

SOCIÉTÉ GEA

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES AU 31/03/2013

Note n° 1 : Faits caractéristiques de la période

Aucun fait marquant n'est à signaler pour cette période.

Note n° 2 : Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement CRC n°99-03, du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur 12 mois.

Les dépenses de recherche et développement ne sont pas immobilisées et figurent dans les charges d'exploitation.

b) Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

- matériels et outillages	3 à 10 ans
- agencements des constructions	5 à 15 ans
- matériels de transport	1 à 15 ans
- mobilier et matériels de bureau	1 à 10 ans

c) Immobilisations financières

Les valeurs brutes correspondent à la valeur d'entrée dans le patrimoine social. Elles sont éventuellement corrigées d'une provision pour dépréciation destinée à les ramener à leur valeur d'usage.

Les actions propres détenues en vue de régularisation des cours dans le cadre du contrat de liquidité ainsi que celles détenues en vue de la réduction de capital sont classées dans les immobilisations financières.

La valeur d'inventaire de ces titres est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de la période.

d) Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

e) Stocks et en-cours

Les matières premières et les approvisionnements sont valorisés au dernier prix d'achat.

La rotation rapide des stocks de produits achetés donne à cette méthode un résultat proche de la méthode FIFO (premier entré/premier sorti).

Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût de production évalué au plus bas du coût de revient ou de la valeur réalisable. Il comprend le coût des matières premières et de la main d'œuvre ainsi que les frais généraux rattachés à la production à l'exclusion des frais financiers.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont représentées par des SICAV de trésorerie ou des titres de sociétés cotées. Les parts de SICAV sont évaluées au prix d'achat suivant la méthode FIFO (premier entré/premier sorti). Les pertes latentes, calculées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur probable de négociation font l'objet d'une provision pour dépréciation le cas échéant.

La valeur d'inventaire des titres de sociétés cotées est déterminée en fonction de leurs cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de la période.

g) Opérations en devises

Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin de période. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

Les créances en devises faisant l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de couverture.

h) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué des montants facturables aux clients en fonction des dispositions contractuelles (cahier des charges).

Les produits constatés d'avance correspondent aux produits facturés selon ces dispositions contractuelles pour leur quote-part supérieure au degré de réalisation effectif des travaux.

i) Prise en compte du revenu

Du fait des spécificités techniques des contrats, la marge est prise en compte lors de l'achèvement des installations.

j) Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés sur la base des indemnités de départ en retraite prévues par la convention collective, charges sociales incluses.

La provision correspond aux indemnités actualisées qui seraient allouées au personnel à l'âge de 67 ans compte tenu du taux de rotation et de l'espérance de vie évaluée pour chaque salarié.

Les engagements ont été calculés avec la table INSEE F 2003-2005.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat :

(données en euros)

Note n° 3 : Immobilisations incorporelles

	Montant au 30/09/12	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/03/13
Valeur brute	621 020	63 603	-	684 623
Amortissements	596 688	50 276	-	646 964
Valeur nette	24 332			37 659

Ce poste est constitué des logiciels acquis par l'entreprise.

Note n° 4 : Immobilisations corporellesValeur brutes :

	Valeur brute au 30/09/12	Augmentations	Diminutions	Virement de poste à poste	Valeur brute au 31/03/13
Installations techniques, matériels et outillages	1 592 808	12 351	-	-	1 605 159
Agencements divers	1 466 024	20 884	-	-	1 486 908
Matériels de transport	1 642 715	27 809	26 256	-	1 644 268
Autres immobilisations Corporelles	898 053	21 822	-	-	919 875
TOTAL	5 599 600	82 866	26 256	-	5 656 210

Amortissements :

	Montant au 30/09/12	Dotations	Reprises	Montant au 31/03/13
Installations techniques matériels et outillages	1 434 545	21 161	-	1 455 706
Agencements divers	1 131 034	22 923	-	1 153 957
Matériels de transport	944 332	67 986	26 256	986 062
Autres immobilisations corporelles	749 455	47 455	-	796 910
TOTAL	4 259 366	159 525	26 256	4 392 635

Note n° 5 : Immobilisations financières

Ce poste se décompose ainsi :

	Valeur brute Au 30/09/12	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/03/13
Participations	0	0	0	0
Titres auto détenus (1) / (2)	84 303	784 453	759 003	109 753
Autres immobilisations financière : Dépôts et cautionnements :	0 36 839	0	360	0 36 479

(1) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus en vue de réduction de capital.

Nombre de titres au 30/09/2012	Acquisitions	Annulations	Nombre de titres au 31/03/2013
0	0	0	0

(2) Détail des variations sur les titres GEA auto-détenus dans le cadre du contrat de liquidité.

Nombre de titres au 30/09/2012	Acquisitions	Cessions	Nombre de titres au 31/03/2013
1 294	10 731	10 690	1 335

Leur valeur de réalisation au 31 mars 2013 est de 110 983 € pour une valeur comptable de 109 753 €. Aucune provision pour dépréciation des actions auto-détenues n'a été comptabilisée au 31 mars 2013.

(Autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mars 2013)

Au 30 septembre 2012, cette valeur de réalisation s'élevait à 85 092 € pour une valeur comptable de 84 303 €. La provision pour dépréciation des actions auto-détenues comptabilisée au 30 septembre 2012 pour 3 986 € a été reprise au 30 septembre 2012.

Note n° 6 : Entreprises liées

Aucune donnée ne concerne les entreprises liées.

Note n° 7 : Stock et en-cours

Ce poste a évolué comme suit :

	<u>Au 30/09/12</u>	<u>Au 31/03/13</u>
Consommables et pièces détachées	6 112 599	4 022 834
Provision pour dépréciation matières premières	80 573	48 260
Travaux en cours	10 588 926	5 735 356
Provision pour dépréciation travaux en cours	69 554	4 698
	-----	-----
	16 551 398	9 705 232

Note n° 8 : Créances**Créances clients et comptes rattachés**

Ce poste comprend les factures à établir pour un montant de 4 202 808 euros.

La ventilation de ce poste est la suivante :

Données en euros	30/09/12	31/03/13
Factures à établir France (TTC)	269 641	348 453
Factures à établir Export	4 222 634	3 854 355
Total	4 492 275	4 202 808

Le chiffre d'affaires export est facturé lorsque les travaux réalisés sont acceptés et après que le client ait donné son accord pour le paiement.

Variation des provisions sur créances clients

Provisions au 30/09/12	Dotations	Reprises	Provisions au 31/03/13
-	294 436	-	294 436

Autres créances

Elles se décomposent comme suit :	Fournisseurs	8 458
	Personnel	11 060
	État	803 407
	Autres	39 162

		862 087

Variation des provisions sur autres créances

Provisions au 30/09/12	Dotations	Reprises	Provisions au 31/03/13
18 516	6 011	-	24 527

État des échéances des créances

	Montant Brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Actif immobilisé	36 479			36 479
Clients et rattachés	17 274 401	17 274 401		
Fournisseurs	8 458	8 458		
Personnel et comptes rattachés	11 060	11 060		
État et autres collectivités	803 407	803 407		
Débiteurs divers	39 162	39 162		
Charges constatées d'avance	390 978	390 978		
	18 563 945	18 527 466		36 479

Note n° 9 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de SICAV monétaires. Il n'y a pas de titre de sociétés cotées.

Le poste des disponibilités comprend des comptes à terme pour 10 000 000 € et des comptes en devises pour 415 988 €.

Note n° 10 : Capital social

Le capital social est de 2 400 000 euros.

	<u>Nombre d'actions</u>	<u>Nominal</u>
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 195 528	2,0075 euros
Actions composant le capital au 31/03/2013	1 195 528	2,0075 euros

Les actions nominatives détenues depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

Variation des capitaux propres

	30/09/12	Affectation de résultat N-1	Distribution de dividendes	Résultat du semestre	31/03/13
Capital	2 400 000				2 400 000
Primes d'émission	2 927 021				2 927 021
Réserve légale	240 000				240 000
Autres réserves	32 674 831	7 114 190			39 789 021
Report à nouveau	2 330	-2 330	3 204 (1)		3 204
Résultat	9 981 128	-7 111 860	- 2 869 268	5 379 232	5 379 232
	48 225 310	0	-2 866 064	5 379 232	50 738 478

(1) Dividendes non distribués sur actions propres détenues par la société

Note n° 11 : Provisions pour risques et charges

La provision pour charges s'élève à 2 549 148 € et se décompose ainsi :

	30/09/12	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/03/13
Provision pour garantie client (1)	773 671	33 329	0	0	807 000
Provision pour indemnités de départ à la retraite (2)	1 434 184	0	0	0	1 434 184
Autres provisions pour risques (3)	307 964	0	0	0	307 964
	2 515 819	33 329	0	0	2 549 148

(1) La provision pour garantie clients correspond à la couverture de la garantie contractuelle sur les chantiers France, Union Européenne et Export. Elle repose sur une estimation raisonnable des travaux à réaliser pour la période 2012/2013.

(2) La provision pour indemnités de départ à la retraite (charges sociales incluses) au 31 mars 2013 n'a pas fait l'objet d'une mise à jour par rapport au 30/09/12. Ainsi, elle s'élève à 1 434 184 €, comme au 30/09/12. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires :	3,00%
- Taux d'actualisation :	3,15%
- Taux de charges sociales	44,00%
- Taux de rotation du personnel :	
. âge compris entre 20 et 29 ans :	5,00%
. âge compris entre 30 et 39 ans :	5,00%
. âge compris entre 40 et 49 ans :	2,00%
. âge compris entre 50 et 65 ans :	0,00%

(3) La provision correspond à la créance de TVA de l'établissement stable de Côte d'Ivoire de GEA SA dont le recouvrement n'est plus assuré compte tenu de la situation confuse dans ce pays.

Note n° 12 : État des échéances des dettes

Aucune dette n'a une échéance supérieure à un an.

Note n° 13 : Charges à payer

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 826
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 793 813
Dettes fiscales et sociales	4 017 184
Autres dettes	375 556

	8 191 379

Note n°14 : Couverture des risques de change

La couverture des risques de changes commerciaux est réalisée sous la forme de contrats à terme fixe.

La situation s'établit ainsi au 31 mars 2013 :

- Couverture PLN (Zloty polonais) : vente à terme 1 404 518 PLN (soit 314 K€).

Note n° 15 : Chiffre d'affaires

Il se décompose ainsi :

a. Répartition par zone géographique :

	<i>France</i>	<i>Export</i>	<i>TOTAL</i>
Ventes de produits fabriqués	32 181 175	8 185 334	40 366 509
Prestations de services et divers	575 284	1 258 415	1 833 699
	-----	-----	-----
	32 756 459	(1) 9 443 749	42 200 208

(1) Répartition du chiffre d'affaires export par zone géographique (donnée en K€)

CEE	EUROPE (hors CEE)	ASIE	AMERIQUE	AFRIQUE	Total
2 675 K€	1 691 K€	2 906 K€	1 227 K€	945 K€	9 444 K€

b. Répartition par activité (donnée en K€)

Péage et parking	Maintenance	Divers (Prest. services)	Total
40 366 K€	1 815 K€	19 K€	42 200 K€

Note n° 16 : Résultat exceptionnel

Produit de cessions des éléments d'actif	5 200
Produits exceptionnels divers	29 788
Dotation aux provisions pour risque	-
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	-
Charges exceptionnelles diverses	- 2 054

	32 934

Rapport du Commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

GEA

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2 400 000 €

ZIRST

12 Chemin Malacher

38240 Meylan

Grant Thornton

SA d'Expertise Comptable et

De Commissariat aux Comptes

Au capital de 2 297 184 €

inscrite au tableau de l'Ordre de la région

Paris – Ile de France et membre de la

Compagnie régionale de Paris

RCS Paris B 632 013 843

42 avenue Georges Pompidou

69442 Lyon cedex 03

Période du 01 octobre 2012 au 31 mars 2013

Rapport du Commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Société GEA

Période du 01 10 2012 au 31 03 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société **GEA**, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2012 au 31 mars 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Lyon, le 30 mai 2013

Le Commissaire aux Comptes
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

François Cayron
Associé

GEA

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31 MARS 2013

Nous soussignés, attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Meylan, le 30 mai 2013

Serge Alexis Zaslavoglou
Président du Directoire

Grigori Zaslavoglou
Directeur Général